



Pékin menace le Canada de sévères représailles si la directrice financière de Huawei n'est pas libérée

Par [Zero Hedge](#)

Mondialisation.ca, 09 décembre 2018

zerohedge.com 8 décembre 2018

Région : [Asie](#), [Le Canada](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

L'arrestation spectaculaire par le Canada, il y a une semaine, de la directrice financière de Huawei, Meng Wanzhou, la fille du fondateur et dirigeant milliardaire de Huawei, Ren Zhengfei, et sa décision de l'accuser de fraude « multiple » - un préambule à son extradition probable vers les États-Unis pour répondre aux accusations de violation volontaire des [sanctions](#) américaines et européennes contre l'Iran - ont suscité une vive colère à Beijing, qui qualifie la détention de Meng de « violation des droits de l'homme » pendant l'audition vendredi pour une libération sous caution.

Cette colère ne s'est apparemment intensifiée qu'après l'ajournement de l'audience sans décision (elle reprendra lundi, ce qui permettra à l'équipe de la défense de Meng de plaider en faveur de sa libération sous caution, contrairement aux vœux des avocats du [gouvernement](#) qui poursuivent l'affaire).

Et comme le Canada insiste qu'il poursuivra Meng dans toute la rigueur de la loi au sujet des allégations selon lesquelles elle aurait induit les [banques](#) en erreur sur la véritable relation d'une filiale Huawei appelée Skycom, les responsables chinois ont décidé de lancer directement un ultimatum à l'[ambassadeur](#) canadien, convoqué samedi à une réunion à Beijing et déclaré sans ambages que le Canada subira « de graves conséquences » si Meng n'était pas libérée, selon le [Wall Street Journal](#).

Le ministère des Affaires étrangères de la [Chine](#) a publié l'avertissement dans une déclaration (bien que les fonctionnaires canadiens n'aient pas encore fait de commentaires) :



Le vice-ministre chinois des Affaires étrangères, Le Yucheng, a appelé samedi l'ambassadeur du Canada à Beijing, John McCallum, pour lancer cet avertissement, selon un communiqué du ministère chinois des Affaires étrangères.

La déclaration ne mentionne pas le nom de la directrice financière de Huawei, Meng Wanzhou, bien qu'elle fasse référence à un « responsable » de Huawei arrêté à la demande des États-Unis pendant un changement d'avion à Vancouver, comme ce fut le cas pour Madame Meng. La déclaration accuse le Canada de « violer sévèrement les droits légaux et légitimes d'un citoyen chinois » et exige la libération de cette personne.

« Sinon, il y aura de graves conséquences, et le Canada doit en assumer l'entière responsabilité », a déclaré le communiqué, qui a été mis en ligne tard samedi.

Les appels téléphoniques à l'ambassade du Canada sont restés sans réponse, et le service de presse des affaires internationales du gouvernement canadien n'a pas répondu immédiatement à une demande de commentaires par courriel.

Cet avertissement marque une escalade dans la rhétorique de Pékin alors que les [investisseurs](#) craignent que l'arrestation ne fasse basculer dans l'acrimonie la détente commerciale précaire entre les États-Unis et la Chine. Un juge fédéral a émis un mandat d'arrêt contre Meng en août dernier. Bien qu'après qu'elle ait été informée du mandat, Meng a évité de se rendre aux États-Unis. Elle a été arrêtée à Vancouver samedi dernier alors qu'elle se rendait au Mexique.

Outre l'interruption des pourparlers commerciaux, certains craignent que Pékin ne cherche à riposter en procédant à l'arrestation d'un notable dirigeant américain. Alors que les [menaces](#) des bureaucrates chinois ne représentent peut-être pas grand-chose aux yeux des procureurs [américains](#), menacer un dirigeant américain d'une détention de longue durée dans un « camp de rééducation » chinois est tout à fait possible.

Zero Hedge

Article original en anglais : [Beijing Threatens « Severe » Retaliation Against Canada If Huawei CFO Is Not Released](#), Zero Hedge, le 8 décembre 2018

La source originale de cet article est [zerohedge.com](#)

Copyright © [Zero Hedge](#), [zerohedge.com](#), 2018

Articles Par : [Zero Hedge](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca